



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Recherche sur la sensibilisation du public à l'exploitation sexuelle des enfants en ligne

Sommaire

Préparé à l'intention de Sécurité publique Canada

Nom de la firme de recherche : LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS INC.

Numéro de contrat : OD160-224419/001/CY

Valeur du contrat : 87 542,48 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution des services : 14 décembre 2021

Date de livraison des services : 8 mars 2022

Numéro d'enregistrement : ROP 058-21

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Services publics et Approvisionnement Canada à [tps-gc.questions-questions.pwgsc@tps-gc.gc.ca](mailto:tpsgc.questions-questions.pwgsc@tps-gc.gc.ca)

This report is also available in English

Canada 

Recherche sur la sensibilisation du public à l'exploitation sexuelle des enfants en ligne

Sommaire

Préparé pour Sécurité publique Canada

Nom du fournisseur : LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS INC.

Date : 8 mars 2022

Cette recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'un sondage en ligne mené par Les Associés de recherche EKOS inc. pour le compte de Sécurité publique Canada. Cette étude a été menée auprès de 1 139 Canadiens et 1 000 parents ayant des enfants entre l'âge de 8 et 18 ans, entre les mois de janvier et février 2022.

This publication is also available in English under the title: Online Child Sexual Exploitation Awareness Research.

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Pour toute autre utilisation, veuillez obtenir au préalable une permission écrite de Services publics et Approvisionnement Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Services publics et Approvisionnement Canada à l'adresse suivante : tpsgc.questions-questions.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca ou à :

Direction générale des Communications
Services publics et Approvisionnement Canada
Portage III Tour A
16A1-11 rue Laurier
Gatineau QC K1A 0S5

Numéro de catalogue : PS18-63/1-2022F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-42526-9

Publications connexes (numéro d'enregistrement : ROP 058-21)

Numéro de catalogue PS18-63/1-2022E-PDF (English Report)

ISBN 978-0-660-42524-5

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, 2022

SOMMAIRE

A. CONTEXTE ET OBJECTIFS

La Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet du gouvernement du Canada a été lancée en 2004 et élargie en 2009. En 2020, *les Principes volontaires pour contrer l'exploitation et l'abus sexuels des enfants en ligne* ont été publiés afin de fournir un cadre de lutte contre les crimes sexuels en ligne contre les enfants et de coordonner l'action entre les gouvernements et des partenaires de l'industrie. Le Code criminel du Canada sert à protéger les enfants contre toutes les formes de pornographie juvénile, l'utilisation d'Internet pour attirer les enfants, les contacts sexuels et les attouchements, ainsi que l'exploitation d'enfants pour des activités sexuelles illicites. Sécurité publique (SP) Canada dirige la stratégie nationale et a lancé en 2020 une campagne pluriannuelle d'éducation sur l'exploitation sexuelle des enfants en ligne (ESEL) et sur la sensibilisation du public à ce sujet. La campagne était un élément du budget de 2019, qui consacrait 4,9 millions de dollars sur trois ans à l'appui des efforts visant à supprimer l'ESEL. La campagne est liée à la priorité du gouvernement s'intitulant *Protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle en ligne*.

L'objectif de la recherche actuelle est d'effectuer le suivi des changements dans la sensibilisation des membres du grand public et du groupe cible de parents ayant des enfants âgés de 8 à 18 ans depuis l'établissement de la référence au début de l'année 2020. Elle est également conçue pour mesurer les changements dans les attitudes et les comportements liés à l'activité sexuelle des enfants en ligne chez les parents et, par le biais de faits rapportés, chez les enfants âgés de 8 à 18 ans. La mesure de ces changements depuis le début de la pandémie est particulièrement importante compte tenu de l'évolution de l'environnement en ce qui concerne le temps passé à la maison et dans l'apprentissage scolaire en ligne.

B. MÉTHODOLOGIE

Le sondage sur la sensibilisation du public à l'ESEL a été réalisé en ligne du 14 janvier au 3 février 2022. Quelque mille Canadiens âgés de 18 ans et plus ayant au moins un enfant âgé de 8 à 18 ans ont été sondés. Leurs réponses sont comparées à 1 139 membres du grand public âgés de 18 ans et plus. Chaque échantillon probabiliste recruté de façon aléatoire présente une marge d'erreur de +/- 3,2 %. La marge d'erreur des segments clés de chaque échantillon oscille entre +/- 5 % et +/- 10 %. La source de l'échantillon est le panel interne Probit, qui se compose de Canadiens et Canadiennes recrutés au hasard. Il était possible de répondre au sondage en ligne ainsi qu'au

téléphone dans les deux langues officielles. La durée moyenne pour répondre au sondage était de 14 minutes en ligne et de 19 minutes au téléphone. Le taux de réponse global au sondage a été de 20 %. L'annexe A présente de plus amples détails sur la méthodologie du sondage.

C. PRINCIPALES CONSTATATIONS

La sécurité des enfants sur Internet est une préoccupation aussi bien pour les parents que pour les membres du grand public au Canada. Plus de deux répondants sur trois ne sont pas d'accord pour dire que les enfants d'aujourd'hui vivent dans un environnement en ligne sûr. La majorité convient que les fournisseurs de services numériques devraient être en mesure de rechercher de façon proactive du matériel de maltraitance des enfants sur leurs plateformes, même si cela entraînerait une moindre confidentialité en ligne pour les Canadiens.

Environ la moitié des parents (50 %) et des membres du grand public (47 %) disent avoir lu, vu ou entendu au moins quelque chose au sujet de l'ESEL. Plus de quatre personnes sur cinq croient que l'ESEL est un problème important à l'extérieur du Canada. La tendance ressemble aux résultats de 2020, plus de trois personnes sur cinq estimant que l'ESEL est un problème au Canada, et la moitié affirmant que c'est un problème dans sa province. Comme les territoires de compétence se restreignent localement à leur ville ou à leur quartier, relativement moins de gens perçoivent l'ESEL comme un problème.

Moins de six parents sur dix (57 %) et membres du grand public (53 %) affirment qu'ils renonceraient à certains de leur droit à la vie privée en ligne afin de protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle en ligne, une diminution par rapport aux 66 % de 2020.

Comportement des parents

Les parents décrivent les différentes façons d'interagir de leurs enfants en ligne, principalement sur un téléphone ou une tablette, un ordinateur à la maison, un ordinateur à l'école ou un système de jeu. Une personne sur trois surveille principalement ou toujours l'activité en ligne de son enfant à la maison et une proportion semblable le fait rarement ou jamais. Environ deux parents sur trois qui ont des enfants utilisant des médias sociaux « suivent » au moins en partie les médias sociaux de leur enfant. La surveillance est plus élevée chez les enfants plus jeunes et diminue à mesure qu'ils vieillissent. La plupart des parents (62 %) signalent que leur enfant interagit uniquement avec ses amis et sa famille. À mesure que les enfants vieillissent, ils sont plus susceptibles d'interagir avec des amis, des célébrités et des parents d'amis.

Les parents parlent plus souvent de certains aspects des activités en ligne avec leur enfant, y compris les gens à qui ils parlent ou avec qui ils interagissent, ce qu'ils confient à d'autres

personnes et les sites qu'ils visitent. Ils parlent moins souvent d'autres activités en ligne – notamment de la façon de réagir si on leur demande de faire quelque chose qui les rend mal à l'aise, si on leur envoie des images ou vidéos sexuelles en ligne, si quelqu'un est exploité en ligne –, de paramètres de confidentialité et de conditionnement. Certains parents n'abordent jamais des sujets de l'ESEL, comme le « capping », la sextortion et le sextage, bien que les parents d'enfants plus âgés soient plus susceptibles de le faire.

Motivations et obstacles aux discussions

Lorsqu'il est question de la capacité à aborder le sujet de l'ESEL avec l'enfant, près de neuf parents sur dix disent se sentir responsables de parler à leur enfant de la sécurité sur Internet, et à peu près la même proportion n'est pas d'accord pour dire qu'ils n'ont pas le temps de parler à leur enfant de leurs activités en ligne. Trois parents sur cinq croient savoir de quelle façon parler de la sécurité sur Internet avec leur enfant. D'autre part, seule une personne sur sept affirme conserver des ressources sur ce sujet à portée de main. Un répondant sur trois croit également ne pas être en mesure de suivre le rythme de la technologie, des applications et des jeux que leurs enfants utilisent, et à peu près la même proportion déclare ne pas savoir où rechercher de l'aide traitant de la sécurité sur Internet.

Environ la moitié des parents conviennent que parler de la sécurité sur Internet augmente leur sentiment de bien-être et de sécurité. Cependant, seules quatre personnes sur dix disent que c'est une habitude, bien que cela soit plus probable chez les gens qui ont entendu parler de l'ESEL, qui estiment que c'est un problème local ou qui ont eu connaissance d'un comportement inapproprié.

Expérience concernant l'exploitation sexuelle des enfants en ligne

Près de la moitié des parents déclare que leur enfant les a abordés pour discuter d'expériences en ligne douteuses qu'eux, des amis ou des connaissances ont vécues, ce qui est en hausse par rapport aux 33 % enregistrés en 2020. À l'instar de 2020, un parent sur quatre affirme que son enfant ou un autre jeune a été confronté à un comportement inapproprié en ligne. Cinq pour cent déclarent que leur enfant a été victime d'ESEL. Selon les parents, un comportement inapproprié en ligne a affecté la santé mentale, les relations sociales et le rendement à l'école ou au travail de leur enfant.

Presque tous les parents disent que le temps que leur enfant passe en ligne a augmenté depuis le début de la pandémie COVID-19. Plus de la moitié estiment que le risque que posent pour leurs enfants certaines activités en ligne a augmenté. Avec la transition vers l'apprentissage virtuel, moins de la moitié des parents disent surveiller ou superviser quotidiennement ou presque quotidiennement leur enfant pendant leurs séances d'enseignement virtuel.

Renseignements sur l'ESEL

À peu de choses près, seul un parent sur quatre n'a jamais recherché de l'information sur l'ESEL et sur la façon de protéger son enfant. En ce qui concerne les renseignements requis, la plupart des parents souhaitent obtenir de l'information sur la façon de reconnaître les signes et les symptômes de l'ESEL ou sur les mesures à prendre en matière de protection de la vie privée et de sécurité. Près de la moitié des parents souhaitent obtenir des informations sur la façon de parler de l'ESEL à leurs enfants. La plupart des parents aimeraient trouver de l'information sur un site Internet ou en recevoir par le biais de l'école de leur enfant.

Cyberaide.ca

La connaissance de cyberaide.ca reste faible, seuls 12 % des parents et 9 % des membres du grand public affirmant connaître un peu ou très bien le site Web ou le Centre canadien de protection de l'enfance. Parmi ceux qui ont une certaine connaissance de cyberaide.ca, une plus grande proportion l'a utilisé pour accéder à des ressources éducatives. Relativement peu de répondants se sont inscrits à des alertes ou ont porté plainte.

D. NOTE AUX LECTEURS

Les résultats détaillés de l'étude sont présentés dans les sections ci-dessous. Les résultats globaux sont présentés dans la section principale du rapport et sont normalement appuyés par un graphique ou une présentation tabulaire. Des textes à puces sont également utilisés pour mettre en évidence des différences statistiques importantes entre des sous-groupes de répondants. Si aucune différence n'est soulignée dans le rapport, cela signifie que la différence n'est statistiquement pas considérable¹ par rapport aux résultats globaux ou que cette différence est considérée comme beaucoup trop faible pour être digne de mention.

Les parents ayant des enfants âgés de 8 et 18 ans constituent un principal groupe cible. Par conséquent, les résultats pour ce segment de 1 000 répondants sont isolés tout au long du rapport, ou le segment est simplement désigné par le terme « parents ». Le rapport présente également les résultats pour 1 139 membres du « grand public »². Les résultats sont comparés dans l'ensemble du rapport avec un échantillon semblable recueilli entre le 25 février et le 4 mars 2020.

¹ Dans la mesure du possible, un test du chi carré et un test T standard ont été mis en application. Les différences notées étaient importantes dans une proportion de 95 pour cent.

² Ce groupe de 1 139 répondants comprend un sous-ensemble de 120 parents d'enfants âgés de 8 à 18 ans qui se trouvent également dans l'échantillon des « parents » pour que cet échantillon représente tous les Canadiens.

Les résultats pour la proportion de répondants de l'échantillon qui ont répondu « je ne sais pas » ou qui n'ont pas fourni une réponse peuvent ne pas être indiqués dans la représentation graphique des résultats dans tous les cas, particulièrement lorsqu'ils ne sont pas appréciables (p. ex., 10 % ou moins). Aussi, il est possible que les résultats ne donnent pas 100 % en raison des arrondissements. Le questionnaire de sondage programmé se trouve à l'annexe B.

E. CERTIFICATION DE NEUTRALITÉ POLITIQUE

À titre de cadre supérieur des Associés de recherche EKOS Inc., j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada exposées dans la *Politique sur les communications et l'image de marque* et dans la *Directive sur la gestion des communications*. En particulier, les documents remis ne contiennent pas de renseignements sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé par : _____
Susan Galley (Vice-présidente)